

Et vive la mondialisation!

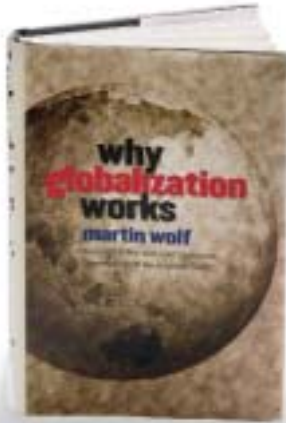
Il ne faut pas juger ce livre d'après sa préface, on risquerait d'en retirer une fausse impression. La Banque mondiale y est décrite comme «fondamentalement viciée» et son ancien Président, Robert McNamara, comme «effroyablement dénué de bon sens», et le lecteur pourrait penser que ce livre est pour la Banque mondiale le réquisitoire que celui de Joseph Stiglitz, *La grande désillusion*, fut pour le FMI. Or il n'en est rien. Si M. Wolf se laisse aller à égratigner parfois la Banque dans les chapitres qui suivent, il ne s'agit pourtant pas d'une diatribe contre l'institution déguisée en ouvrage sur la mondialisation.

La première moitié du livre présente une version actualisée des idées de Friedrich von Hayek, dont le classique ultralibéral *La route de la servitude* aura 60 ans cette année. La seconde moitié de l'ouvrage est une série d'attaques en règle contre les critiques de la mondialisation, depuis Alice Amsden jusqu'à Robert Wade, en passant par bien d'autres, dont John Cavanaugh, John Gray, Naomi Klein, Banko Milanovic et Dani Rodrik. Un chapitre après l'autre détaille les cinq grandes craintes de ces critiques, tour à tour «révoltés par les inégalités», «intimidés par les corporations», «attristés par l'État», «traumatisés par le commerce» et «effrayés par la finance». Selon M. Wolf, il est temps de dépasser ces phobies.

Prenons, par exemple, la théorie de la mondialisation comme source d'inégalité. M. Wolf note qu'il est désormais largement admis que les inégalités dans le monde — inégalité de revenus entre les individus — ont en fait diminué au cours des décennies écoulées, grâce à la croissance économique phénoménale qu'ont connue deux pays fortement peuplés — la Chine et l'Inde. L'idée que le fossé s'est creusé entre riches et pauvres a été développée dans une «étude influente» de Branko Milanovic, qui a servi de base à un article publié par Robert Wade, de la London School of Economics, dans *The Economist*. Malheureusement, il se trouve que l'étude de Branko Milanovic a été publiée à la seule époque de ces vingt dernières années où la Chine et l'Inde n'enregistraient qu'une croissance fort modeste.

Cela dit, M. Wolf s'intéresse plus au recul de la pauvreté qu'à la réduction des inégalités de revenus. Selon lui, la croissance économique est appelée à produire des effets inégaux au départ, et «déplorer les inégalités qui en résultent revient à déplorer la croissance elle-même».

Il expose aussi les failles des travaux réalisés par John Cavanaugh et sa collègue Sarah Anderson, tendant à dé-



Martin Wolf

Why Globalization Works

Yale University Press, New Haven and London, 2004, 398 p., 30 \$ (toilé)

montrer que de nombreuses corporations sont aujourd'hui plus puissantes que certains pays, sur la base de données censées prouver que «cinquante et une des cent économies les plus puissantes du monde sont des corporations». Mais les deux chercheurs ont commis «ce qui pour les économistes est une erreur élémentaire : ils ont confondu chiffre d'affaires et PIB». Après rectification, une étude de la CNUCED citée par M. Wolf montre que seules deux multinationales figurent sur la liste des cinquante économies les plus puissantes — et seulement aux 45^e et 47^e rangs. De toute manière, il est absurde de prétendre que les corporations et les États disposent de pouvoirs en quoi que ce soit comparables : même un despote aussi mesquin que Robert Mugabe n'est pas soumis à pareil test.

M. Wolf réfute aussi la théorie avancée par Naomi Klein sur la tyrannie

des marques, qu'il qualifie de «beaucoup de bruit pour rien». Comment se peut-il, dans un monde affligé d'États totalitaires, de génocides et de famines, que Naomi Klein ait choisi de s'inquiéter de la supposée «tyrannie du logo» imposée par les grandes sociétés?

M. Wolf est néanmoins capable de prendre les antimondialistes au sérieux lorsque leurs arguments lui paraissent plausibles. Dans les chapitres consacrés au commerce et à la finance, il défend solidement les avantages induits par les échanges internationaux et la mobilité des capitaux, mais concède quelque bien-fondé aux critiques : Amsden, Chang et Rodrik soulignent à juste titre que le succès du développement repose sur beaucoup plus que la politique commerciale. M. Wolf fustige aussi — à l'instar de nombreux défenseurs de la mondialisation — «la lâcheté et l'incompétence» des gouvernants des nations riches, qui demandent aux pays moins privilégiés de libéraliser leurs échanges alors qu'ils se font eux-mêmes tirer l'oreille lorsqu'il s'agit d'éliminer les subventions accordées à leurs propres producteurs.

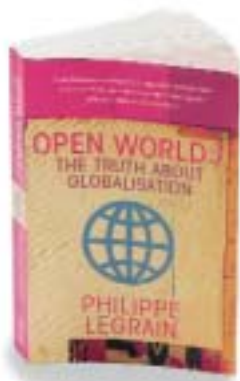
Dans le chapitre consacré à la finance, l'auteur mentionne que l'effort d'intégration des pays émergents aux marchés de capitaux internationaux a produit des gains discutables et des coûts énormes en cas de crise. Se référant aux conclusions d'un document dont Kenneth Rogoff, ancien économiste en chef du FMI, est coauteur, M. Wolf écrit que «... aussi surprenant que cela puisse paraître ... le FMI lui-même semble être de cet avis» (voir *L'abc de l'économie*, page 50). L'auteur rend le FMI partiellement responsable du succès limité de l'intégration financière, qui n'a pas été à la hauteur des espérances.

La qualité du livre de Martin Wolf vaut celle des autres études récentes en faveur de la mondialisation. Les ouvrages des libéraux promondialisation semblent contenir des arguments plus convaincants, mais ceux des antilibéraux antimondialistes semblent se vendre mieux. La loi du marché à l'œuvre?

Prakash Loungani

Sous-Directeur, Département des relations extérieures du FMI

Un point pour la mondialisation



Philippe Legrain

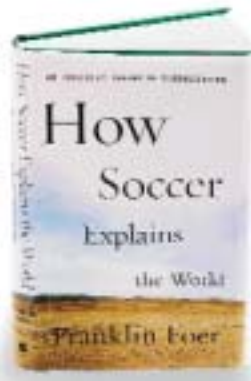
Open World The Truth About Globalization

Ivan R. Dee, Publisher, Chicago, Illinois, 2004,
384 p., 27,50 \$ (toilé)

Philippe Legrain, ancien correspondant économique et commercial pour *The Economist*, prend vigoureusement la défense de la mondialisation en alliant les vertus du journalisme à la rigueur analytique. Écrit à l'intention des sceptiques, cet ouvrage invite les citoyens et leurs gouvernements à se montrer à la hauteur des enjeux «en saisissant les occasions offertes par la mondialisation tout en évitant ses embûches». Pour ce faire, l'auteur adresse au lecteur indécis mais — il l'espère — réceptif un double message : avec la mondialisation, les pauvres ont beaucoup à gagner et les riches n'ont pas grand-chose à perdre.

Le tableau de la «mondialisation en marche» qu'il nous brosse est attrayant. C'est un monde où les pays s'enrichissent et les personnes gagnent en liberté. La libéralisation du commerce est le principal mécanisme par lequel les pauvres peuvent tirer parti de l'intégration économique mondiale. M. Legrain présente son argumentaire avec éloquence, en l'appuyant par un reportage réalisé dans une fabrique de chaussures de sport Nike bien gérée, située au Vietnam et sous contrôle coréen, qui paie et traite bien ses employés. (En revanche, il est beaucoup plus prudent au sujet de la libéralisation des marchés de capitaux.)

Selon une plaisanterie circulant sur l'Internet, à la fameuse question «pourquoi le poulet a-t-il traversé la route?», Pat Buchanan répond : «pour piquer l'emploi d'un honnête travailleur améri-



Franklin Foer

How Soccer Explains the World An Unlikely Theory of Globalization

HarperCollins, New York, 2004, 261 p.,
24,95 \$ (toilé)

cain». Pour M. Legrain, c'est là une idée fautive, d'où son second message, destiné à dissiper les craintes de ceux qui se sentent menacés par la mondialisation. Il se sert d'un autre reportage, réalisé cette fois aux États-Unis, dans une aciérie du Maryland. Sa thèse, qui n'est pas neuve mais solidement argumentée, est que l'on ne peut pas rejeter les avantages énormes de la mondialisation simplement parce certains y perdent.

La vigueur du débat public sur cette question est démontrée par le nombre d'ouvrages grand public qui défendent la mondialisation. Les lecteurs se trouveront en terrain connu avec *Un monde ouvert*, qui combine des témoignages vivants sur plusieurs pays et une synthèse lucide des études spécialisées.

L'une des forces de l'ouvrage de M. Legrain est l'habileté avec laquelle il démonte les arguments des antimondialistes. Dans les chapitres traitant de la pauvreté, du commerce, des multinationales et de l'environnement, il présente d'abord, avec une honnêteté louable et en général au moyen de longues citations, les thèses qui tournent en rond de ceux pour qui la terre est plate, avant d'en prendre le contrepied. Ses piques visent plusieurs personnages familiers, mais sa cible principale est Naomi Klein, dont, selon lui, le nom est devenu exactement l'une de ces marques mondiales qu'elle déplore tant dans son best-seller *No Logo: Solutions for a Sold Planet*.

L'accusation lancée par Naomi Klein et les militants de la gauche antimon-

dialiste, qui clament que «les cultures autochtones seront laminées par les habitudes de consommation et les marques universelles», est aussi la «grande question» à laquelle s'attaque Franklin Foer. Avec un sens aigu du marketing, il explique comment l'univers mondialisé du football a détruit les cultures et les institutions locales. «À première vue», dit-il, «il est difficile de ne pas être stupéfait par le pouvoir que détiennent des clubs tels que le Manchester United ou le Real Madrid, financés par Nike et Adidas...» Mais après un pèlerinage dans les capitales du football à travers le monde, il conclut que, contrairement à ce qu'il imaginait, «l'uniformité est plus souvent l'exception que la règle» et que, dans les milieux du football, la mondialisation n'a pas réussi à entamer les réflexes culturels, les rivalités, ni même la corruption au niveau local.

M. Foer cède à la tentation bien journalistique d'utiliser la métaphore — ici, le football — comme outil d'analyse pour expliquer les répercussions de la mondialisation. Mais si ce sport est intimement mêlé à des questions telles que «les conséquences des migrations, la persistance de la corruption, et l'émergence de puissants nouveaux oligarques», cela ne veut pas dire qu'il permet de mieux comprendre ces problèmes. Par exemple, lorsque l'auteur tente de rapprocher Pelé et ses mésaventures en affaires de la mauvaise gestion économique du Brésil dans les années 70 et écrit que «ses déboires sont à l'image des errements désastreux du Brésil», il shoote très loin du but.

En fin de compte, l'ouvrage de M. Foer constitue une série de cartes postales envoyées depuis des pays où l'on joue au foot, qui nous en disent long sur les excentricités du comportement humain et un peu sur le football, mais pas vraiment sur la mondialisation.

Les lecteurs intéressés par la mondialisation sont beaucoup mieux servis par l'excellent ouvrage de Philippe Legrain. Mais, vu les passions qu'inspire la mondialisation, on peut se demander s'il fera beaucoup de convertis.

David Hawley

Chef de la Division des relations avec les médias, Département des relations extérieures du FMI

Pourquoi emprunter au FMI?

James Raymond Vreeland

The IMF and Economic Development

Cambridge University Press, New York, 2003, 216 p., 70 \$/45 £ (toilé), 21,99 \$/16 £ (broché)

Les descriptions des relations du FMI avec ses pays membres ressemblent parfois à des scénarios de mauvais films d'action hollywoodiens : elles regorgent de sang, d'atrocités et de personnages manichéens. Pourquoi les pays reviennent-ils faire appel au FMI s'ils n'en retirent que misère et souffrances? Et pourquoi le FMI persiste-t-il à répondre à leurs demandes s'il a toujours le mauvais rôle?

James Vreeland n'insulte pas l'intelligence de ses lecteurs en leur infligeant de tels récits. Il offre une vision plus équilibrée des motifs qui poussent les pays à conclure des accords avec le FMI, et utilise une méthode novatrice — mais peu convaincante — pour mesurer l'impact de tels programmes sur la croissance. Il affirme que les pays empruntent au FMI et négocient les

conditions de leurs emprunts non seulement pour des raisons économiques, mais aussi pour des motifs de politique intérieure. Incapables de rallier l'appui de leurs administrés aux réformes économiques, les décideurs font appel à un agent extérieur, le FMI.

La thèse centrale de l'ouvrage est que les programmes du FMI nuisent à la croissance, mais M. Vreeland reconnaît que les pays qui s'engagent dans un programme avec le FMI ont au départ des problèmes économiques. Mais, poursuit-il, les pays à problèmes ne sont pas tous pareils. Ceux qui ont davantage de volonté politique seront probablement plus disposés à formuler des programmes appuyés par le FMI; les gains obtenus grâce à cette fermeté politique pourraient alors être attribués, à tort, aux résultats des programmes du FMI. «Reprenons l'analogie médecins/patients», écrit l'auteur, «... la motivation n'est sans doute pas observable; cependant, elle peut jouer un rôle, pour savoir non seulement qui va consulter le médecin, mais aussi qui se remettra le plus vite de ses maux».

Le problème, bien entendu, est que la motivation est difficile à observer et à quantifier. Il faut l'extraire des données au moyen de techniques économétriques compliquées. La contribution de M. Vreeland — application des techniques d'estimateurs sans biais utilisées en médecine pour évaluer l'impact des traitements — est novatrice, mais elle ne fera guère école. Sa méthode devrait se fonder sur des modèles empiriques convaincants tant en ce qui concerne la décision de conclure un accord avec le FMI que la croissance économique — domaines qui sont encore sources de nombreuses polémiques.

En dépit de ses limitations, le livre de M. Vreeland rassemble d'intéressantes études de cas, brosse un tableau captivant des motivations politiques, et explique de manière concise et facile à comprendre la méthode par laquelle il a cherché à mesurer l'impact des programmes du FMI sur la croissance.

Rodney Ramcharan

Économiste

Département des études du FMI

PROGRAMME DE SÉMINAIRES 2004

Vendredi 1^{er} octobre 2004

Siège de la Banque mondiale
Washington

...

Site Internet :

www.worldbank.org/pos

Courriel :

seminars@worldbank.org

Téléphone : [1](202) 473-3394

Télécopie : [1](202) 623-4100



Programme de séminaires 2004

À la recherche de l'équilibre dans l'économie mondiale

Défis & Promesses

Le programme de séminaires réunit les cadres de haut niveau du monde entier : les ministres et gouverneurs de banque centrale de plus de 184 pays, ainsi que les représentants de la société civile, des médias, de la Banque mondiale et du FMI approfondissent leur réflexion sur l'évolution des économies émergentes et les possibilités qui s'offrent à elles. Aucune autre rencontre annuelle ne met en présence une aussi riche palette d'acteurs et décideurs de la scène mondiale.

INSCRIVEZ-VOUS VITE!